

Islam : il y a 64 ans, André Malraux avait déjà tout compris...



Le 3 juin 1956, André Malraux faisait parvenir à de Gaulle un texte prémonitoire sur la menace islamiste (*enregistrement détenu par l'Institut Charles de Gaulle*) :

64 ans plus tard sont confirmées les craintes de l'ancien résistant, les doutes de l'ancien ministre et les prémonitions du fervent gaulliste qu'était Malraux.

Il lui écrivait :

« C'est le grand phénomène de notre époque que la violence de la poussée islamique. Sous-estimée par la plupart de nos contemporains, cette montée de l'islam est analogiquement comparable aux débuts du communisme du temps de Lénine. Les conséquences de ce phénomène sont encore imprévisibles. À l'origine de la révolution marxiste, on croyait pouvoir endiguer le courant par des solutions partielles. Ni le

christianisme, ni les organisations patronales ou ouvrières n'ont trouvé la réponse. De même aujourd'hui, le monde occidental ne semble guère préparé à affronter le problème de l'islam. En théorie, la solution paraît d'ailleurs extrêmement difficile. Peut-être serait-elle possible en pratique si, pour nous borner à l'aspect français de la question, celle-ci était pensée et appliquée par un véritable homme d'État. Les données actuelles du problème portent à croire que des formes variées de dictature musulmane vont s'établir successivement à travers le monde arabe. Quand je dis « musulmane », je pense moins aux structures religieuses qu'aux structures temporelles découlant de la doctrine de Mahomet. Dès maintenant, le sultan du Maroc est dépassé et Bourguiba ne conservera le pouvoir qu'en devenant une sorte de dictateur. Peut-être des solutions partielles auraient-elles suffi à endiguer le courant de l'islam, si elles avaient été appliquées à temps... Actuellement, il est trop tard ! Les « misérables » ont d'ailleurs peu à perdre. Ils préféreront conserver leur misère à l'intérieur d'une communauté musulmane. Leur sort sans doute restera inchangé. Nous avons d'eux une conception trop occidentale. Aux bienfaits que nous prétendons pouvoir leur apporter, ils préféreront l'avenir de leur race. L'Afrique noire ne restera pas longtemps insensible à ce processus. Tout ce que nous pouvons faire, c'est prendre conscience de la gravité du phénomène et tenter d'en retarder l'évolution ».

Ce texte, que l'actualité ne peut démentir, se passe de tout commentaire.

Et en 1956 notre pays n'était pas confronté au grave problème migratoire qui se pose à l'Europe, et plus particulièrement à la France.

Nous venons d'assister à une manifestation « interdite », puisque rassemblant bien plus de dix personnes, mais des milliers de « migrants » sub-sahariens, sans papiers, et entrés illégalement sur notre territoire, qui réclament d'être pris en charge par nos services sociaux et, bien entendu, de

bénéficiaire de toutes les aides que « notre croissance » leur offre.

Et cela risque fort de s'amplifier, puisque les terroristes islamistes massacrent quotidiennement ces populations africaines sans que les armées de ces pays, pourtant « richement dotées d'armes modernes » puissent les défendre et que l'on peut se poser la question de l'utilité de la présence de quelques milliers de soldats français sur ce territoire immense qu'ils ne peuvent contrôler.

D'un autre côté, des milliers d'Algériens quittent leur pays, toujours ingouvernable et dans une situation économique catastrophique, et pénètrent d'une part en Espagne (plus de 2 000 ces derniers jours) qui se situe à moins de trois heures des côtes oranaises, et très certainement en France, de la manière habituelle et acceptée par les autorités de ces deux pays.

Cette situation est à méditer par les dirigeants actuels qui font preuve d'une coupable bienveillance envers les associations, les ONG, les partis et les groupes communautaires.

Manuel Gomez